

Les Nouvelles de Loire-Atlantique



La lettre électronique

17 avril 2020

N°5

Il paraît que demain, quand la crise sera terminée, tout, absolument tout, sera différent. C'est ce que laisse entendre Emmanuel Macron à longueur de discours.

Des discours justement, rien que des discours. Des mots alignés les uns derrière les autres, des mots pour des maux. Mais à quand les actes ?

Peut-on croire que le président qui hier piétinait le droit du travail, les droits sociaux, asphyxiait l'hôpital public, moquait les plus pauvres sera demain celui par lequel le changement arrivera.

Sérieusement non !

Le changement ne se décrète pas. Il n'est dans la bouche du président Macron qu'un artifice de communication.

Hier martial, aujourd'hui emprunt d'humilité, par ces artifices digne de la comédie, notre premier de cordé s'emploie à cacher les errances d'un pouvoir dont la foi dans le libéralisme a plongé le pays dans une catastrophe sanitaire.

Déclaration du PCF :

Intervention d'Emmanuel Macron, l'annonce d'une date ne fait pas une politique efficace de réponse à la crise sanitaire et économique !

« Pour les communistes l'intervention d'Emmanuel Macron ce soir n'est pas à la hauteur d'une crise historique. Au delà de l'annonce d'un déconfinement le 11 mai, où sont les mesures fortes tant attendues ? Où est la rupture avec les politiques conduites ces dernières décennies ?



dans des secteurs qui ne sont pas immédiatement vitaux pour le pays. Alors que notre système de santé est durement éprouvé, les moyens prévus pour le renforcer sont très insuffisants. Quant à l'aide financière annoncée pour les

La poursuite nécessaire du confinement pour quatre semaines supplémentaires ne s'accompagne pas de mesures permettant de répondre efficacement à la crise et aux difficultés de nos concitoyens alors que la précarité et la pauvreté s'aggravent chaque jour dans notre pays. **Derrière les paroles, notre pays, parmi les premières puissances mondiales, ne dispose toujours pas d'une stratégie pour fournir toutes les protections nécessaires à la population et aux salariés.**

La priorité devrait porter sur la production et la mise à disposition de matériels de protection et de tests en grand nombre, permettant d'engager un processus de déconfinement maîtrisé ainsi qu'une grande politique de prévention. Les malades devraient être isolés dès maintenant. Cela ne peut pas s'envisager sans un renforcement de la démocratie sanitaire, permettant aux salariés et aux élus de faire valoir leurs propositions et d'exercer si besoin leur droit de veto.

Les activités non essentielles devraient être totalement arrêtées. Il n'est pas possible d'affirmer que l'on veut protéger les populations et laisser en même temps le patronat faire repartir la production

plus précaires, aucun montant précis n'est avancé alors même que les difficultés financières de nos concitoyens s'aggravent chaque jour. Pourtant, des collectivités comme le Département du val-de-Marne ont su concrètement renforcer les aides sociales. En outre, le recours à une application numérique pour tracer les malades n'est pas une priorité sanitaire et comporte des risques importants pour les libertés.

Rien ne justifie par ailleurs la poursuite des mesures dérogatoires au droit du travail : elles doivent être abrogées. Les réformes des retraites et de l'assurance chômage définitivement abandonnées. Il faut en finir définitivement avec l'austérité budgétaire en France et en Europe et mettre un terme aux cadeaux sans limites aux actionnaires et aux grandes fortunes.

Le président de la République a tenu à exalter les valeurs de la Révolution française. Ce ne sont que des mots dès lors que l'on n'engage pas les ruptures indispensables pour répondre à la crise et s'attaquer enfin à ses causes, en commençant par la mise en débat d'une nouvelle loi de santé publique construite avec les personnels et un véritable plan de relance industrielle et de recherche ainsi que de nouvelles coopérations en France, en Europe et dans le

Le déconfinement, Comment ?

Sans qu'on en connaisse réellement les conditions, le déconfinement de la population française est prévu pour le 11 mai prochain. Mais déjà, des voix s'élèvent.

Alors que pour l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) qui publiait un rapport le 10 avril dernier un retour à la normale provoquerait une nouvelle vague épidémique s'il n'était pas mis en place un système de tests massifs et d'isolement des personnes infectées, les annonces du président de la république ne rassurent pas vraiment. «Le tracé et le dépistage massif de cas-contacts pour les isoler rapidement sont nécessaires tout en maintenant les écoles fermées et les personnes âgées isolées» insistent les auteurs du rapport.

A l'inverse, sans dire ni comment, ni dans quelles conditions, ni à quel rythme, crèches, écoles, collèges et lycées devraient « progressivement » rouvrir leur portes. « On nous dit que tous les lieux publics sont fermés, les cinémas, les salles de spectacle, mais pas les écoles, alors que l'on sait que

c'est un lieu de haute transmission, de haute contamination. Il y a un manque de précaution, ça paraît être en contradiction totale avec le reste », a réagi Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, à la suite de l'intervention télévisé d'Emmanuel Ma-

symptômes ? Pourquoi rouvrir écoles, collèges et lycées, et pas les universités ? Pas les théâtres?». L'élu des Bouches-du-Rhône s'interroge également sur la «cohérence» de ces annonces et le choix de cette date, que le président n'a selon lui pas étayé dans son allocution télévisée.



Pour la CGT, c'est clair, « pas de protection, pas de travail » nous n'irons pas au boulot la peur au ventre déclarait Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT.

Le gouvernement a un mois devant lui pour apporter les réponses aux français qui légitimement s'interrogent. Un mois pour mettre en œuvre tout ce qui est nécessaire à la sécurité des français

qui devront retourner travailler ou étudier. Même interrogation pour les députés communistes : « Nous souhaitons pouvoir sortir du confinement mais avec des garanties sanitaires et sans prendre des risques inconsidérés » face à l'épidémie de coronavirus, a déclaré Pierre Dharréville, « Aurons-nous suffisamment de masques et de tests ? Pourquoi ne tester que les personnes avec

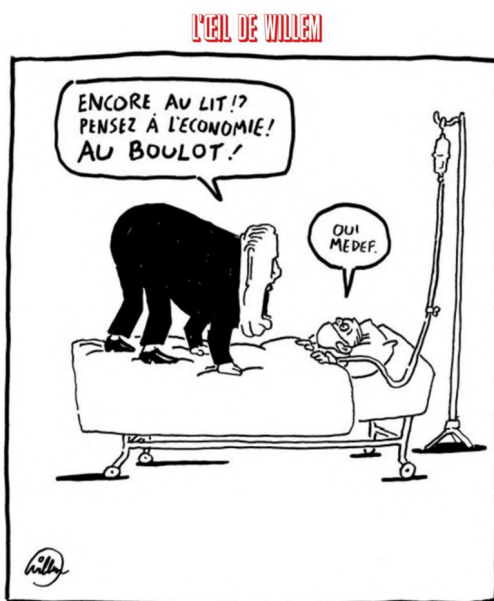
Est-ce que cela sera suffisant ? Le gouvernement s'en donnera-t-il les moyens ? Des masques seront-ils disponibles pour toutes et tous ? Pour ce qui est des tests le président à laisser entendre que non. Les Français attendent des actes, des moyens, de la sécurité. Nous en sommes loin aujourd'hui. Et demain ?

Des nouvelles de M.Roux de Bézieux

Depuis son manoir du Croisic où il est confiné, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux distille à qui veut l'entendre les derniers conseil du patronat en période de crise. Alors que des millions de Français respectent avec discipline les consignes de confinement afin de limiter la propagation du virus Covid-19, le patron des patrons, dans un entretien au Figaro le 11 avril dernier, appelle les entrepreneurs qui le peuvent à reprendre dès maintenant leur activité. Le personnel hospitalier, qui ne cesse d'insister sur le besoin de respecter le confinement afin de ne pas saturer des services de réanimation au bord de la rupture, appréciera.

Les profits avant la santé, la rengaine est connue du côté de la bourgeoisie. Il n'empêche, la durée du confinement inquiète M. Roux de Bézieux, comme tout un chacun. En effet, le ralentissement économique provoqué par la crise sanitaire pose la question : qui va payer les pots cassés ?

Sans surprise, le président du Medef vise



les salariés en invitant à se poser la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés. Les travailleurs, après avoir goûté aux joies du chômage partiel et

aux congés imposés par l'employeur – deux mesures de la loi d'état d'urgence sanitaire – sont donc appelés par le patronat à subir de nouveaux reculs sociaux pour atténuer les effets de la dernière crise du capitalisme en date.

Geoffroy Roux de Bézieux est dans son rôle lorsqu'il appelle à la destruction des conquêtes sociales tout comme quand il quémande l'aide de l'État pour remettre les capitalistes à flot. Cependant, ses appels au sacrifice des salariés paraîtraient moins grotesques si les entreprises du CAC 40 n'avait pas battu en 2019 un nouveau record de dividendes versés aux actionnaires, si le CICE n'avait pas été évalué comme un cadeau fiscal de plus de 100 milliards d'euro aux grandes entreprises ou si l'ISF n'avait été supprimé. Il se pourrait bien que les travailleurs de ce pays ne réservent quelques surprises au MEDEF une fois la crise sanitaire pas-

sée.

Ils travaillent pendant la crise !

Cette semaine, NLA a rencontré Arnaud qui travaille à la maintenance des véhicules de collecte des déchets comme mécanicien poids lourds.

NLA: Pendant ce temps où une proportion importante de la population reste confinée chez elle, tu fais partie de ceux qui partent travailler tous les matins pour assurer les fonctions essentielles à notre société. Peux-tu nous dire ce que tu fais en général et en quoi ton travail est modifié en ce moment?

Arnaud: Mon travail habituel, c'est de m'occuper du bon état des véhicules de collecte des déchets -bennes à ordures, camions-grue...-, de les réparer s'il y a besoin, de remplacer des pièces et, en cas de panne plus sévère, de les faire partir à la direction logistique. En ce moment, comme les poubelles continuent d'être ramassées

et les véhicules de tourner, il faut continuer d'assurer la maintenance. J'ai bien un collègue, sur le site "Grande-Bretagne", confiné chez



lui pour s'occuper de ses enfants. Les camions à problème de son site passent alors sur le mien, à "Etier", mais ce n'est pas significatif comme surcroît de travail, parce qu'il y a moins d'incidents que d'habitude.

NLA: Comment ça?

Arnaud: Il y a moins de tournées qu'en temps normal: les bacs jaunes ne sont plus ramassés tout seuls, mais avec le "tout-venant", il n'y a plus d'écoles, de cantines, moins d'entreprises et les restaurants pour qui il y avait des tournées spécifiques sont fermés. Il y a donc moins de véhicules mobilisés pouvant avoir des ennuis techniques. Il y a aussi moins de circulation, ce qui fait moins de problèmes directement liés au trafic. Les tournées se font aussi plus rapidement, et on a remis le "fini-parti".

NLA: C'est-à-dire?

Arnaud: On commence toujours à 6h00 pour la maintenance et les tournées à 6h30, mais depuis 2 ans, les rippeurs étaient obligés de rester sur le site après leur dernière tournée jusqu'à 13h00, une fois les camions vidés et nettoyés. Depuis la crise du coronavirus, quand la tournée

est finie, les camions en ordre et après la douche, chacun rentre chez soi pour éviter qu'on se cotoie trop.

NLA: Y-at'il d'autres changements pour tes collègues qui partent en ramassage?

Arnaud: Avant, il y avait deux rippeurs en plus du conducteur dans la cabine du camion jusqu'au lieu du début de la tournée. Maintenant, il n'y a plus qu'un rippeur avec le conducteur et le deuxième est amené en véhicule léger, avant de commencer la tournée sur les marches-pieds.

NLA: Au niveau de l'hygiène, quelles sont les autres nouvelles mesures?

Arnaud: Une entreprise de nettoyage est présente sur les sites deux fois par jour, portant une attention plus poussée sur

l'entretien de certaines zones comme les douches, les WC, les ordinateurs, les salles de repos et de repas, les poignées de portes...et pour les véhicules, ce sont les conducteurs qui désinfectent tout ce qui a été touché: poignées, boutons, cabine... Ils ont eu une petite formation.

NLA: Pas de problèmes de matériel d'hygiène?

Arnaud: Nous avons du gel hydroalcoolique, des désinfectants liquides et des lingettes. Pour l'instant il n'y a pas de masques distribués, et c'est à chaque agent, s'il le souhaite, de venir avec son propre masque. Depuis ce matin, un certain nombre de chauffeurs de véhicules poids lourds ont des visières de protection pour le lavage au retour des camions.

NLA: Et comment fonctionnent les autres services?

Arnaud: Tout ceux qui peuvent travailler de chez eux, les RH etc..., font du télétravail et les réunions ont été arrêtées.

NLA: Et l'ambiance, en général?

Arnaud: Mis à part quelques tensions classiques, et un peu d'inquiétude quand il y a une rupture de stock sur le gel, l'ambiance reste globalement bonne.

En bref...

Fabien Roussel (PCF) interpelle la ministre du travail

Dans un courrier adressé à Muriel Pénicaud, le premier secrétaire du PCF et député du Nord s'inquiète du sort des salariés et plus particulièrement des intérimaires : « **Dans un tel contexte l'attitude de certaines entreprises qui recourent massivement aux intérimaires est profondément révoltante** ».

Il accuse notamment Amazon de s'affranchir des règles de sécurité élémentaires tout en refusant aux salariés d'exercer leur droit de retrait.



Pour le député, « **accepter qu'un salarié soit obligé de tout accepter pour gagner sa vie, au risque de la perdre, est indigne de notre pays**. C'est la raison pour laquelle je souhaite, comme les syndicats, que l'Etat prenne les mesures coercitives nécessaires contre ces entreprises qui font passer leurs profits avant la santé de leurs employés ».

Il demande en outre que le droit de retrait soit garanti pour tous les intérimaires.

Dans l'hémicycle

« **Cette crise révèle les inégalités sociales au sein du monde du travail** : les salariés les plus exposés sont souvent les moins bien rémunérés, beaucoup subissent des baisses de salaires liées au chômage partiel. Le déconfinement doit s'accompagner d'une revalorisation des aides sociales et du smic. »

Marie Gorges Buffet

A Saint-Nazaire



« **C'est fou ! On a du mal à répondre aux besoins quotidiens de la population, hors épidémie. Mais quand on nous donne les moyens et qu'on a le champ libre pour faire face, on a des capacités d'organisation qui sont assez impressionnantes** »

Dr Vivrel, du centre hospitalier de Saint-Nazaire.

Appel à souscription pour l'organisation du centenaire du PCF

En 2020, le Parti communiste français fête ses 100 ans. La pandémie bouleverse quelque peu les initiatives prévues, des initiatives qui, bien évidemment, doivent être reportées à l'après confinement. Pour autant, tant au niveau national qu'au niveau départemental, des groupes de travail s'attèlent à la préparation du centenaire du parti et réfléchissent aux contenus et aux moyens matériels à mettre en œuvre pour réussir à fêter, comme il se doit, les 100 ans de notre Histoire commune et appeler la contribution de notre parti et de ses militants à l'Histoire sociale et politique française. La crise sanitaire que nous traversons montre à quel point le capitalisme est incapable de préparer nos sociétés à affronter ces périls pour l'humanité. Elle montre aussi toute l'utilité de l'Idée communiste et du besoin d'un parti pour la représenter. Nos ambitions pour ce cente-



naire nécessitent de réunir des moyens financiers et chacun sait les difficultés de notre parti dans ce domaine. Aussi, nous faisons appel à la participation et l'implication collective et individuelle de chacun-e des adhérent-e-s avec le versement d'un mois supplémentaire de cotisation en cette année 2020. Cette cotisation *souscription spéciale centenaire* peut se faire sous plusieurs formes qui respectent le mieux les

mesures de protection :

- Par **prélèvement automatique** : En renvoyant le bulletin réponse envoyé au mois mars ou en adressant un email sur le courriel de la fédération : pcf44@wanadoo.fr avec l'indication du mois de ton choix où la fédération pourra prélever 2 fois ta cotisation habituelle.

- En effectuant un **virement automatique** sur le numéro de compte ci-après, précisant en libellé l'objet du virement : *souscription spéciale centenaire*. IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 ; BIC : PSSTFRPNTE
- En envoyant un **chèque** à la fédération, à l'ordre de l'ADF 44, d'un montant égal à un mois de cotisation.

Cette cotisation supplémentaire ou cette souscription donnera droit à un crédit d'impôts de 66% de la somme versée, en 2021.

En live...



Pour revoir le second Facebook live du 15 avril de Fabien Roussel, c'est par ici : <https://www.facebook.com/Particomuniste/videos/792090811322393/>



Interview de Yann Brossat sur RT France, c'est [ici](#).

Dans le Monde

S'il y a une chose que l'on ne peut enlever à Donald Trump c'est sont culot ! Cet homme a un culot monstre et n'a honte de rien. Et certainement pas des contradictions !

Après avoir été plus que léger dans la gestion de la crise, Donald Trump a annoncé mardi 14 avril la suspension de la contribution américaine à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (Environ 500 millions de dollars par an). Selon lui, l'organisation de l'ONU aurait commis de nombreuses "erreurs" sur le coronavirus, et serait trop proche de la Chine.



"Le monde a reçu plein de fausses informations sur la transmission et la mortalité" du Covid-19, a lancé le président américain. « Aujourd'hui, j'ordonne la suspension du financement de l'Organisation mondiale de la santé pendant qu'une étude est menée pour examiner son rôle dans la mauvaise gestion et la dissimulation de la propagation du coronavirus », a-t-il déclaré.

Culoté pour celui qui très longtemps à nié la propagation et la dangerosité du virus et qui est responsable du fait que les Etats-Unis sont le plus grand foyer mondial de la maladie. Une chose est sûre, dans la situation, l'OMS avait besoin des subsides américains, quand Trump lui, a besoin de faire diversion pour être réélu !